Lettre du Collège de France

La lettre du Collège de France

39 | mars 2015
La Lettre n° 39

Hommage à Maurice Agulhon (1926-2014)

Chaire d'Histoire de la France contemporaine de 1986 à 1997

Roger Chartier et Pierre Rosanvallon

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/lettre-cdf/1984
DOI : 10.4000/lettre-cdf.1984
ISSN : 2109-9219

Traduction(s) :
Tribute to Maurice Agulhon (1926-2014) - URL : https://journals.openedition.org/lettre-cdf/2210 []

Éditeur
Collège de France

Édition imprimée
Date de publication : 1 mars 2015
Pagination : 56-58
ISSN : 1628-2329

Référence électronique
Roger Chartier et Pierre Rosanvallon, « Hommage à Maurice Agulhon (1926-2014) », *La lettre du Collège de France* [En ligne], 39 | mars 2015, mis en ligne le 01 août 2015, consulté le 17 août 2022.
URL : http://journals.openedition.org/lettre-cdf/1984 ; DOI : https://doi.org/10.4000/lettre-cdf.1984

Tous droits réservés

Hommage à Maurice Agulhon (1926-2014)

Chaire d'Histoire de la France contemporaine de 1986 à 1997

Le fils du maître. Dans un essai autobiographique publié en 1987, une année après son élection au Collège de France sur une chaire intitulé « Histoire de la France contemporaine », Maurice Agulhon résumait ainsi son enfance passée, non pas tellement dans un village, mais dans une école, l'école de Pujaut, dans le Gard, où ses parents étaient l'un et l'autre instituteurs.

Tous deux étaient solidement laïques, votaient à gauche et étaient de fervents pacifistes. Tous deux étaient protestants et avaient une foi réservée et sévère, mais leurs ascendances familiales illustraient la frontière de chrétienté qui avait divisé la France provençale depuis la Réforme protestante : les Cévennes huguenotes du côté paternel, le Midi catholique du côté de sa mère, qui avait franchi la frontière religieuse.

« Ils n'aimaient pas l'histoire, j'en suis certain », écrit Maurice Agulhon, rappelant que pour ses parents pacifistes, l'histoire n'était que le récit détestable du chauvinisme patriotique, des guerres sanglantes, des violences effroyables. C'est pourtant l'histoire qu'il choisira au terme de ses études qui l'ont mené du lycée Frédéric Mistral d'Avignon, où il fut élève de la sixième au baccalauréat, aux classes préparatoires du lycée du Parc à Lyon où il entre en 1943.

Lorsqu'il réussit le concours de l'École normale supérieure en 1946, il a décidé d'être historien. Cette conviction a été confortée par les enseignements du professeur d'histoire de la khâgne de Lyon, Joseph Hours, un démocrate-chrétien résistant, qui fait entrer dans ses cours les thèmes neufs des *Annales* et qui donne à ses élèves, dans et hors la classe, le goût et le respect de la politique. C'est à sa mémoire que Maurice Agulhon dédiera son ouvrage le plus célèbre, *Marianne au combat* ; c'est de lui qu'il dit en 1987 « qu'il est l'historien qui a le plus influencé en profondeur l'histoire que je fais aujourd'hui ».

À la rue d'Ulm, Maurice Agulhon adhère au parti communiste et milite à la cellule de l'École et dans celle du 5e arrondissement. Il restera membre du Parti jusqu'à la fin de 1960 et s'interrogera durablement sur les raisons de cet engagement discipliné et dévoué. Celles partagées par beaucoup de jeunes gens de son âge, de son temps et de son milieu, attirés par un parti qui se réclamait de la Résistance, de la nation et de la démocratie républicaine et qui revendiquait une rigoureuse intransigeance morale. Celles, plus secrètes, énoncées

comme la recherche d'une famille de substitution, une fois éloigné, « libéré » écrit Maurice Agulhon, de l'affection protectrice mais contraignante de ses parents.

Le choix militant avait ses effets intellectuels, faisant préférer l'histoire contemporaine comme domaine de recherche et Ernest Labrousse comme mentor, bien qu'il fût membre de la S.F.I.O. honnie. Mais son histoire était économique et sociale, ses références étaient marxistes et ses horizons historiographiques largement ouverts.

C'est donc avec Labrousse qu'après sa réussite à l'agrégation en 1950 et sa nomination au lycée de Toulon puis au lycée Thiers à Marseille comme professeur de khâgne, Maurice Agulhon dépose un sujet de thèse dont le thème est la tradition républicaine en Provence. La mode de l'histoire départementale et l'existence de sujets de thèses déjà déposées sur les Bouches-du-Rhône ou le Var après 1851, l'obligent à reformuler le sujet de sa thèse soutenue à la Sorbonne en 1969 comme « Un mouvement populaire au temps de 1848 : histoire des populations du Var dans la première moitié du XIXe siècle ». Le rapporteur en fut Pierre Vilar, qui avait succédé à Ernest Labrousse, présent lui aussi dans le jury de la thèse.

À cette date, en 1969, Maurice Agulhon est déjà l'auteur d'une autre thèse et l'introducteur dans le lexique des historiens d'une notion, celle de sociabilité, qui demeure attachée à son travail. Après trois années de détachement au C.N.R.S., il est devenu en 1957 assistant de Pierre Guiral à la Faculté des lettres d'Aix-en-Provence. Préoccupé par la question de savoir pourquoi la Provence traditionnelle, urbaine et rurale, s'était facilement transformée en terre d'élection de la démocratie républicaine, il formule l'hypothèse selon laquelle la vivacité de la vie associative provençale a été le creuset de la préférence politique républicaine. Les associations, sociétés, cercles et chambrées du XIXe siècle avaient, à n'en pas douter, des racines anciennes que Maurice Agulhon repéra dans les confréries de pénitents de l'Ancien Régime. Une analyse prosopographique subtile lui permit de montrer qu'au cours du XVIIIe siècle, les mêmes hommes étaient passés des confréries religieuses aux loges maçonniques, ce qui était une première manière de penser les processus de sécularisation et les transferts de sacralité qui ont marqué le temps des Lumières. L'étude fut soutenue comme thèse de troisième cycle à Aix-en-Provence en 1966 et elle fut publiée par un petit éditeur aixois sous le titre *La Sociabilité méridionale*. Elle attira l'attention d'André Latreille, alors chroniqueur de l'histoire au *Monde*, et fut republiée deux ans plus tard de manière plus visible comme *Pénitents et franc-maçons de l'ancienne Provence. Essai sur la sociabilité méridionale*, dans une collection dirigée par François Furet et Denis Richet chez Fayard. Daniel Roche, avec qui j'ai rédigé cet hommage, lui consacra un compte rendu chaleureux dans la *Revue Historique*.

Devenu maître-assistant puis maître de conférences et, après la soutenance de sa thèse de doctorat, professeur, c'est à l'université d'Aix-en-Provence que Maurice Agulhon participa à Mai 68. En tant que responsable de la section du SNESup, il y milita pour une réforme démocratique de l'université et, ajoute-t-il, aussi pour « faire tomber le pouvoir gaulliste ». Cette militance n'alla pas jusqu'à entamer son *habitus* puisque, comme il l'avoue, « en ces journées pourtant chaudes, je suis toujours venu à la faculté en veston et cravate ». Le pouvoir ne tomba pas, mais la loi Faure démocratisa l'institution universitaire et dès lors Maurice Agulhon fut un défenseur des nouvelles procédures académiques.

Cette première période de sa vie s'achève avec la publication fragmentée de son grand œuvre, qui donne lieu à trois livres publiés en 1970 et 1971 : *Une ville ouvrière au temps du socialisme utopique. Toulon de 1815 à 1851* ; *La Vie sociale en Provence intérieure au lendemain de la Révolution* et, le plus connu des trois, *La République au village*. L'ouvrage marquait ce que Maurice Agulhon a appelé son « déménagement historiographique », qui le fit passer de l'histoire labroussienne, celle des prix des structures et des conjonctures, à l'exploration du mental collectif. Ce n'est pas par hasard que les conclusions de *La République au village* s'achèvent avec une citation de Michelet et une référence explicite à « l'histoire culturelle ». En 1972, Maurice Agulhon fut élu professeur à l'université de Paris-I. Désormais parisien, il devint l'historien de Marianne.

La venue à Paris de Maurice Agulhon marque une inflexion dans son œuvre. Parlant de la « justification scientifique » de sa candidature à la Sorbonne, certains de ses amis s'étonnant que l'on puisse quitter Aix-en-Provence pour aller « s'enterrer à Paris », il note ainsi : « J'avais envie de venir éprouver, par une recherche plus commodément portée à l'échelle nationale, les schémas que j'avais fabriqués dans un microcosme provincial peut-être un peu trop particulier. En somme, je voulais passer, comme disent les sportifs professionnels, en division nationale[1] ». Il commencera cette « montée en généralité » en répondant positivement à deux commandes d'éditeurs. Il écrira d'abord pour les éditions Nathan une synthèse en deux volumes sur la France du XXe siècle. Puis surtout, en 1973, *1848 ou l'apprentissage de la République* (1848-1851) pour la « Nouvelle histoire de France » lancée par les éditions du Seuil. Il signera avec ce volume son best-seller (près de 100 000 exemplaires en seront diffusés). Répondant à l'appel de Pierre Nora, il donnera aussi à la collection « Archives » des éditions Julliard et Gallimard, *Les Quarantes-huitards* (1975). À courte distance de 1968, Maurice Agulhon contribuera à redonner à cette « Révolution oubliée et dépréciée », selon ses propres termes[2], sa place dans l'histoire de France et il ranimera, en la présidant de 1975 à 1981, la vieille « société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle ». Signe des temps, il lui paraîtra alors nécessaire de justifier longuement l'application du terme de révolution à ces évènements de février 1848, à un moment où l'étoile de 1917 brillait encore pour beaucoup de son éclat dominant.

Ces années d'enseignement à la Sorbonne lui donneront aussi l'occasion d'approfondir les hypothèses sur la rapidité de l'acculturation des idées démocratiques et républicaines dans le monde rural, qu'il avait présentées dans *La République au village*. Il le fera à l'occasion d'une réédition de l'ouvrage ainsi que dans une

importante contribution à *L'Histoire de la France rurale* pilotée par Georges Duby[3]. Mais il commencera surtout à se faire alors l'historien de l'idée républicaine à travers ses symboles. En menant les recherches pour sa thèse, il avait souvent repéré les statues de la République sur les places des villages provençaux, prenant l'habitude de les photographier et de les mettre en fiches. Il verra peu à peu qu'il y avait là « un sujet national plus que régional », le hobby devenant ainsi problème, selon son expression[4]. Ce sera le début du cycle des ses recherches sur Marianne qu'il inaugurera en publiant en 1979 *Marianne au combat. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880*.

Ce travail pionnier, par sa méthode et son objet, trouvera son plein épanouissement après son élection au Collège de France où il enseignera onze ans, à partir de 1986, avec la publication de deux autres volumes : *Marianne au pouvoir. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, puis *Les Métamorphoses de Marianne. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1914 à nos jours*[5]. Avec ces volumes, Maurice Agulhon fera comprendre de façon sensible les conflits et les convergences qui conduiront progressivement les Français à se reconnaitre dans l'idée républicaine, à partir des variations de ces bustes de Marianne dont une loi de 1884 avait rendu la présence obligatoire dans chaque mairie[6]. Ce travail le conduira jusqu'à la figure de De Gaulle, qui occupe une place centrale dans le volume *La République* (1990) de la prestigieuse histoire de France publiée par Hachette qu'il clôturait en faisant suite aux contributions de Georges Duby, Emmanuel Leroy-Ladurie et François Furet. Ayant d'abord vu *a priori* dans la Croix de Lorraine une concurrente de Marianne et en De Gaulle un « mariannophobe », il dressera en fin de compte le portrait nuancé, en rupture avec toutes les caricatures alors encore dominantes[7], d'un De Gaulle ayant définitivement fait entrer la droite en république ; ayant aussi incorporé à cette République les valeurs de l'État et de la nation qui ne lui étaient précédemment guère familières. Il sera ainsi un des premiers à apercevoir, en retour, le sens du consensus qui commençait à s'établir chez les Français autour de la figure du Général.

Par ses objets d'études mêmes, Maurice Agulhon n'a cessé de s'intéresser à la politique de son temps. Mais il l'a fait à sa façon savante et distanciée, avec équanimité, ne reprenant plus jamais la carte d'un parti politique après avoir fait ses adieux au communisme. Il se qualifiera simplement de « socialiste de l'aile la plus modérée[8] », tout en s'alliant cependant, au moment du bicentenaire de 1789, avec l'aile gauche des historiens qui croisaient le fer contre les interprétations d'un François Furet. C'était en fin de compte surtout un esprit libre. On ne s'étonnera donc pas qu'il ait signé en 2005 le fameux appel « Liberté pour l'histoire » lancé par ceux (dont ses collègues Jean Leclant, Jean-Pierre Vernant et Paul Veyne) qui s'inquiétaient des dérives des lois mémorielles, dont la loi dite Gayssot avait constitué en 1990 le premier volet.

J'en rappelle les termes qu'il avait fait siens :

L'histoire n'est pas une religion. L'historien n'accepte aucun dogme, ne respecte aucun interdit, ne connaît pas de tabous. Il peut être dérangeant.

L'histoire n'est pas la morale. L'historien n'a pas pour rôle d'exalter ou de condamner, il explique.

L'histoire n'est pas l'esclave de l'actualité. L'historien ne plaque pas sur le passé des schémas idéologiques contemporains et n'introduit pas dans les événements d'autrefois la sensibilité d'aujourd'hui.

L'histoire n'est pas la mémoire. L'historien, dans une démarche scientifique, recueille les souvenirs des hommes, les compare entre eux, les confronte aux documents, aux objets, aux traces, et établit les faits. L'histoire tient compte de la mémoire, elle ne s'y réduit pas.

L'histoire n'est pas un objet juridique. Dans un État libre, il n'appartient ni au Parlement ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique. ■

Pr Roger CHARTIER (pour la première partie)
Pr Pierre ROSANVALLON (pour la seconde partie)

(1) « Vu des coulisses », in Pierre Nora (éd), *Essais d'égo-histoire*, Paris, Gallimard, 1987, p. 47.
(2) *Les Quarantes-huitards*, Paris, Gallimard, 1976, p.10.
(3) Dans le volume III (1976).
(4) « Vu des coulisses », *op. cit*, p. 41.
(5) Respectivement en 1989 et 2001.
(6) Ce qui le conduira aussi à rédiger pour le premier volume des *Lieux de mémoire*, édité par Pierre Nora en 1985, une belle contribution sur « La mairie ».
(7) Voir son *Coup d'État et République*, en 1997, dans lequel il présente le premier état de sa réflexion sur le phénomène gaulliste.
(8) « Vu des coulisses », *op. cit.*, p. 57.

▶ L'Administrateur et les Professeurs du Collège de France ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue **Georges Le Rider**, titulaire de la chaire d'Histoire économique et monétaire de l'Orient hellénistique (1993- 1998), le 3 juillet 2014.
Nous lui rendrons hommage dans le prochain numéro de *La lettre du Collège de France*.

Pr Roger CHARTIER
Écrit et cultures dans l'Europe moderne

Pr Pierre ROSANVALLON
Histoire moderne et contemporaine du politique